

Unité départementale Meurthe-et-Moselle et de la Meuse  
Division de Bar-le-Duc  
14 rue Antoine Durenne  
Parc Bradfer - CS70542  
55013 Bar-le-duc Cedex

Bar-le-duc, le 24/12/2025

## Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 30/10/2025

### Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### INNOSPEC PERFORMANCE CHEMICALS

Site de Saint Mihiel  
BP 19  
55300 Han-Sur-Meuse

Références : DT/645-2025

Code AIOT : 0006200817

### 1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 30/10/2025 dans l'établissement INNOSPEC PERFORMANCE CHEMICALS implanté ZI de Han-sur-Meuse BP 19 55300 Saint-Mihiel. L'inspection a été annoncée le 01/10/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

La visite a été réalisée dans le cadre, d'une part, d'une action départementale Qualité de l'eau/Eaux souterraines portée par la MISEN 55, et d'autre part, d'une action régionale portant sur les outils de suivi (GEREP, GIDAF).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- INNOSPEC PERFORMANCE CHEMICALS
- ZI de Han-sur-Meuse BP 19 55300 Saint-Mihiel
- Code AIOT : 0006200817
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Oui

Le site INNOSPEC est classé Seveso seuil haut. Il est spécialisé dans la production de produits tensioactifs et solvants aromatiques sulfonés.

La visite a porté sur les outils de suivi (GEREP, GIDAF), les prélèvements en eau, la surveillance des rejets, et la surveillance des eaux souterraines et les actions mises en oeuvre dans le cadre de la pollution identifiée sur le site en 2012.

#### Thèmes de l'inspection :

- Eau de surface
- Eaux souterraines
- Sites et sols pollués

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :

- ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
- ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
7	Objectifs de dépollution	AP Complémentaire du 22/11/2022, article 4.3	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
8	Objectifs de dépollution	AP Complémentaire du 22/11/2022, article 4.4	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Complétude de la déclaration GERP	Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4	Sans objet
2	Prélèvements d'eau	Arrêté Préfectoral du 09/06/2000, article 20.2	Sans objet
3	Existence d'un point de prélèvement (rejets)	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 50	Sans objet
4	Justification de dépassements et actions correctives	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-IV	Sans objet
5	Surveillance des eaux souterraines	AP Complémentaire du 10/07/2020, article 2	Sans objet
6	Surveillance	AP Complémentaire du 10/07/2020,	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	des eaux souterraines	article 2	

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite a montré que la mise en oeuvre de certaines actions de dépollution, telles que prévues par l'arrêté préfectoral complémentaire du 22 novembre 2022, avait pris du retard.

L'exploitant ayant toutefois déposé une demande de modification des échéances de cet arrêté, compte-tenu de la complexité technique des travaux à réaliser et des contraintes budgétaires liées à leur réalisation.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Complétude de la déclaration GERE

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4
<b>Thème(s) :</b> Actions régionales, Déclaration GERE
<b>Prescription contrôlée :</b>  I.-L'exploitant d'un établissement visé à l'annexe I a ou I b du présent arrêté déclare chaque année au ministre en charge des installations classées, les données ci-après : [...] -les volumes d'eau consommée ou prélevée dès lors que le volume provenant d'un réseau d'adduction est supérieur à 50 000 m <sup>3</sup> / an ou que le volume prélevé dans le milieu naturel est supérieur à 7 000 m <sup>3</sup> / an ; [...] Extrait annexe I a : "a) Etablissements exerçant une des activités listées ci-dessous : - installations classées soumises à autorisation ou enregistrement..."
<b>Constats :</b>  La consultation des quatre dernières déclarations GERE n'a pas permis de relever d'incohérence. S'agissant plus particulièrement des volumes d'eau, il apparaît que les prélèvements sont en nette diminution depuis 2021, puisque les volumes prélevés s'établissent respectivement à 745 524 m <sup>3</sup> (2021), 603 692 m <sup>3</sup> (2022), 523 252 m <sup>3</sup> (2023), 465 164 m <sup>3</sup> (2024). Ces diminutions étant liées, selon les dires de l'exploitant, à la fois à une baisse d'activité et à des économies d'eau lors des tests des moyens incendie.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 2 : Prélèvements d'eau

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 09/06/2000, article 20.2
<b>Thème(s) :</b> Actions régionales, Ouvrages de prélèvements

**Prescription contrôlée :**

[...]

Origine de l'eau	N° du point de prélèvement	Débit maximal
Nappe	Puits 1	140 m <sup>3</sup> /h
Nappe	Puits 2	102 m <sup>3</sup> /h
Nappe	Puits 3	400 m <sup>3</sup> /h
Réseau communal	4	10 m <sup>3</sup> /h

Les installations de prélèvement d'eau doivent être munies d'un dispositif de mesure totalisateur. Ce dispositif est relevé. Ces résultats sont portés sur un registre éventuellement informatisé. Les ouvrages de raccordement au réseau public et aux forages en nappe doivent être équipés d'un clapet anti-retour, d'un disconnecteur ou de tout autre dispositif équivalent.

[...]

**Constats :**

La vérification qui a porté sur les trois puits a permis de constater que ces derniers disposaient d'un dispositif de mesure (compteur).

Le premier puits est dédié au process, et les second et troisième puits étant réservés au réseau incendie. Le quatrième points de prélèvements étant réservé au réseau sanitaire.

L'exploitant, qui réalise un suivi journalier des prélèvements sur chaque puits, dispose par ailleurs d'un outil informatique qui lui permet de calculer le volume global prélevé.

Lors de la visite, la présence de clapets anti-retour et de systèmes de disconnection a été constatée.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 3 : Existence d'un point de prélèvement (rejets)**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 50

**Thème(s) :** Actions régionales, Eau

**Prescription contrôlée :**

Sur chaque canalisation de rejet d'effluents sont prévus un point de prélèvement d'échantillons et des points de mesure (débit, température, concentration en polluant,...).

Ces points sont implantés dans une section dont les caractéristiques (rectitude de la conduite à l'amont, qualité des parois, régime d'écoulement, etc.) permettent de réaliser des mesures représentatives de manière que la vitesse n'y soit pas sensiblement ralentie par des seuils ou obstacles situés à l'aval et que l'effluent soit suffisamment homogène.

Ces points sont aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes dispositions doivent également être prises pour faciliter l'intervention d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des installations classées.

**Constats :**

<p>La visite a permis de constater que les prélèvements d'échantillons étaient réalisés automatiquement par préleveurs sur une section rectiligne de la conduite de rejet des effluents traités.</p> <p>Le point de prélèvement et les préleveurs sont situés dans un local et protégés des intempéries.</p> <p>Un point de prélèvement (regard) est également présent à l'extérieur du local ; celui-ci étant réservé aux organismes extérieurs.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 4 : Justification de dépassements et actions correctives**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-IV</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Actions régionales, Autosurveillance</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>IV. Les résultats accompagnés de commentaires sur les causes des dépassements éventuellement constatés ainsi que sur les actions correctives mises en œuvre ou envisagées sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>[...]</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>La consultation des déclarations GIDAF de l'année 2025 montre quelques dépassements épisodiques et limités pour les paramètres MEST, SO<sub>4</sub>, AOX, et volume rejeté.</p> <p>Pour ces dépassements, l'exploitant identifie les causes et présente les mesures correctives mises en œuvre. A noter par exemple :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- le remplacement des membranes des diffuseurs d'air du bassin nord pour limiter les phénomènes de défloculation et ainsi réduire le taux de MEST,</li> <li>- l'arrêt du traitement en station de la solution de sulfate pour limiter le taux de SO<sub>4</sub>,</li> <li>- et pour les AOX, la suppression de l'utilisation du brome au niveau de la tour aéroréfrigérante ELTESOL.</li> </ul> <p>En ce qui concerne le volume rejeté, les trois dépassements identifiés, qui restent très limités (3 %), sont liés à des épisodes pluvieux importants. S'agissant par ailleurs de dépassements identifiés sur le volume <u>moyen</u> journalier rejeté, ceux-ci n'appellent pas de remarque particulière de la part de l'inspection des IC.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 5 : Surveillance des eaux souterraines**

<p><b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 10/07/2020, article 2</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Suivi</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant met en œuvre une surveillance des eaux souterraines permettant de disposer des données nécessaires à l'évolution de la qualité de ces eaux, répondant aux objectifs suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- suivi trimestriel de la qualité des eaux souterraines, via le réseau piézométriques existant, pour bien suivre l'impact des pollutions concentrées dans les sols sur les eaux souterraines,</li> <li>- surveillance semestrielle des eaux souterraines, en périodes de hautes eaux et de basses eaux,</li> </ul>

<p>pour détecter la présence ou l'apparition éventuelle de polluants qui ne seraient pas encore identifiés.</p> <p>[...]</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant fait procéder à une campagne d'analyses selon une fréquence trimestrielle par un organisme extérieur.</p> <p>Les analyses portent sur les paramètres listés dans l'arrêté préfectoral complémentaire du 22 novembre 2022.</p> <p>Lors de la visite, le dernier rapport du 15 juillet 2025 de l'organisme extérieur a été consulté ; son examen n'apportant pas de remarque particulière de la part de l'inspection des IC.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 6 : Surveillance des eaux souterraines

<p><b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 10/07/2020, article 2</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Plan de surveillance</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>[...]</p> <p>L'exploitant transmet au Préfet et à l'inspection des installations classées un projet de plan de surveillance des eaux souterraines comportant :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- la localisation des points de prélèvement des eaux souterraines,</li> <li>- les paramètres mesurés sur chaque prélèvement,</li> <li>- la méthode d'analyse mise en œuvre pour chaque paramètre suivi,</li> <li>- les éléments permettant de justifier la suffisance du plan de surveillance des eaux souterraines projeté.</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a transmis à l'inspection en décembre 2020 sa proposition de plan de surveillance des eaux souterraines.</p> <p>Le projet de plan intègre les informations listées à l'article 2 de l'arrêté préfectoral complémentaire, dont notamment les points de prélèvements et les paramètres mesurés.</p> <p>Lors de la visite, il a été demandé à l'exploitant de modifier la fréquence d'analyse pour le PZ03 (semestrielle à trimestrielle). En réponse, ce dernier a précisé que le PZ03 faisait déjà l'objet d'une mesure trimestrielle (cf. rapport de contrôle ANTEA du 15 juillet 2025).</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 7 : Objectifs de dépollution

<p><b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 22/11/2022, article 4.3</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Zone polluée en CAV</p>

<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Le traitement de la zone source de pollution en CAV est débuté dans un délai de 12 mois après la date de notification du présent arrêté.</p> <p>[...]</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a fait réaliser une étude en septembre 2020, afin d'identifier la méthode à mettre en œuvre pour traiter la zone polluée en CAV.</p> <p>Un essai pilote a été effectué fin 2024 pour valider le choix de la technique, mais le dispositif de traitement n'a pas pu être mis en place par l'exploitant, car des discussions sont toujours en cours avec la société HUNTSMAN qui est propriétaire des terrains.</p> <p>Par courrier du 28 novembre 2025, la société INNOSPEC a sollicité un report de délai, afin de pouvoir intégrer les contraintes techniques, ainsi que les coûts budgétaires et travaux préparatoires. L'examen de cette demande de report faisant l'objet d'un rapport spécifique de la part de l'inspection des installations classées.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'inspection des installations classées informe l'exploitant que sa demande de report des délais fixés par les articles 4.3 à 4.5 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 22 novembre 2022 va faire l'objet d'un rapport dédié.</p> <p>L'inspection lui rappelle en parallèle qu'il est tenu de maintenir les surveillances réalisées en application des articles 2 et 3 de ce même arrêté et lui demande de transmettre tous les éléments en lien avec les actions mises en œuvre ou prévues dans le cadre du traitement de la zone polluée en CAV (travaux préparatoires, échancier, ...).</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 1 mois</p>

#### N° 8 : Objectifs de dépollution

<p><b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 22/11/2022, article 4.4</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Zone polluée en HCT</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Cette zone polluée fait l'objet de travaux d'excavation ou toute autre technique visant à extraire la source concentrée et atteindre un niveau de dépollution justifié par un bilan coût avantage.</p> <p>L'exploitant informe l'inspection des travaux qu'il prévoit de mener et des concentrations résiduelles attendues dans un délai de six mois après notification du présent arrêté et engage les travaux dans un délai de douze mois.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Lors de la visite, l'exploitant a précisé que le coût des travaux était très conséquent, du fait de la nécessité de dévier la conduite de gaz principale du site, ainsi que des réseaux électriques enterrés.</p>



La société a par conséquent sollicité, par courrier en date du 28 novembre 2025, un report de délai, afin de pouvoir intégrer les contraintes techniques, ainsi que les coûts budgétaires et travaux préparatoires. L'examen de cette demande de report faisant l'objet d'un rapport spécifique de la part de l'inspection des installations classées.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'inspection des installations classées informe l'exploitant que sa demande de report des délais fixés par les articles 4.3 à 4.5 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 22 novembre 2022 va faire l'objet d'un rapport dédié.

L'inspection lui rappelle en parallèle qu'il est tenu de maintenir les surveillances réalisées en application des articles 2 et 3 de ce même arrêté et lui demande de transmettre tous les éléments en lien avec les actions mises en œuvre ou prévues dans le cadre du traitement de la zone polluée en HCT (travaux préparatoires, échéancier, ...).

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 1 mois